

La V^{ème} République est devenue une sorte de monarchie présidentielle qui n'est plus adaptée à la France d'aujourd'hui, car il n'existe plus « d'hommes d'États exemplaires et providentiels ». Pire encore, le système actuel donne tellement d'avantages aux élus, à tous les étages, qu'ils en perdent le sens des réalités, le contact avec le peuple et même, parfois, leur probité. En réalité, ce n'est pas la qualité des hommes qui est en cause mais ce système qui, doucement, a perverti même les plus honnêtes d'entre eux et ce qui pouvait « passer discrètement » avant, ne passe plus à l'heure du tout communication et d'internet...

Par ailleurs, depuis plus de 50 ans, malgré les alertes ridicules de la gauche sur le « fascisme rampant du FN », nous sommes à l'abri de toute dérive autoritaire. Quand on voit « les Antifas » descendre dans la rue et tout casser impunément au moindre projet de Loi, les « cégétistes » faire de même ou piéger les usines en menaçant de tout faire sauter si on ne leur donne pas davantage d'indemnités et bien sûr « les jeunes communautarisés de banlieues » agresser la police à la moindre interpellation de l'un de leurs congénères dans certains quartiers par exemple, on comprend mieux de quel côté est la véritable violence et le fascisme... L'arrivée d'un dictateur qui mettrait les citoyens français « normaux » au pas, n'est donc pas d'actualité...

De nombreux « étages » de sécurité démocratique, tels que le Sénat ou les « Régionales » sont donc devenus aussi coûteux qu'inutiles. Enfin, on s'aperçoit que le système actuel génère un problème de représentativité (les députés élus ne représentent pas, en proportion, les avis et votes des français) et de légitimité, et ce même pour un Président fraîchement élu. En effet, entre les abstentionnistes (25 %) et ceux qui ont juste voté « contre le FN », on peut affirmer qu'il n'y a que 30 % des français en âge de voter qui ont véritablement choisi Macron.

« Il faut donc une V^{ème} République plus simple et directe dans laquelle, la légitimité du Président sera garantie par l'application obligée du programme sur lequel il aura été élu et la représentativité des Députés sera garantie par un nouveau système d'élection à la quasi proportionnelle... »

#EJL01 - INSTAURATION DU MANDAT IMPÉRATIF PRÉSIDENTIEL (*le contrat de confiance politique*)

YouTube <https://youtu.be/kN1CeMewnIA> <https://youtu.be/t5G6ANsQjWg>

Afin d'éviter qu'un Président puisse encore être élu sur des promesses qu'il sait intenables, mais qu'il n'hésite pas à faire pendant sa campagne, n'étant pas obligé ensuite de les respecter (« *fracture sociale* » de Chirac ou « *mon ennemi c'est la finance* » d'Hollande), lors du dépôt de sa candidature, le candidat EJL signera « un contrat de confiance politique » contenant le programme avec des mesures numérotées estimées et chiffrées.

Une fois élu et pendant son mandat, il lui sera ensuite constitutionnellement interdit, sous peine de destitution, d'en sortir (sauf cas exceptionnels préalablement définis). Chaque année, le bon suivi et respect de son programme sera vérifié par une commission représentative de l'Assemblée Nationale. Ceci ne représente pas une obligation de résultat mais de suivre le Programme sur lequel il aura été élu. L'idée conductrice est de responsabiliser le Président un peu comme une entreprise obligée par son devis, cela paraîtra réducteur pour la fonction mais depuis trop longtemps, le côté carte blanche a été nuisible à la confiance des Français...

L'article 27 de la Constitution « tout mandat impératif est nul » sera modifié.

<https://www.monde-diplomatique.fr/2009/01/PIRONET/16691>

Inspiré par J.J ROUSSEAU, le mandat impératif renforcera la démocratie directe sans déstabiliser la République car la destitution ne sera possible que dans des cas de « dérives » autoritaires ou programmatiques du Président.

#EJL02 - RETOUR AU SEPTENNAT YouTube <https://youtu.be/Ka1kqd-v2vg>

Le septennat permettra d'avoir une fenêtre de potentielle « contestation » pendant le mandat du Président grâce aux Législatives et ajouté au référendum de mi-mandat.

#EJL03 - REFERENDUM DE MI-MANDAT

À mi-mandat, un référendum déterminera la continuation, si le OUI obtient un minimum de 34 %, ou l'arrêt du mandat / contrat du Président en exercice qui restera donc, « dans la main » des Citoyens.

#EJL03a - CREATION DU POSTE DE VICE-PRESIDENT YouTube <https://youtu.be/yclXaqlaE94>

Son nom sera indiqué dès le programme de campagne (ainsi que celui du Premier Ministre).

#EJL04 - DIMINUTION DES AVANTAGES DES EX PRÉSIDENTS

L'enveloppe annuelle globale affectée à chaque ancien Président sera plafonnée à 0.5 M€ (bureau, sécurité, véhicule, chauffeur etc...) contre en moyenne 2.5 M € actuellement. Symbolique, certes, mais logique...

#EJL05 - DÉPOLITISATION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (hors communales)

Les compétences des Collectivités territoriales (Régions et Départements) sont : Développement économique - Aménagement du territoire - Développement durable - Gestion des déchets - Transports régionaux - Formation continue - Entretien et fonctionnement des lycées/collèges - Développement des ports/aérodromes - RSA etc...

« En quoi ces domaines nécessitent-ils d'avoir une couleur politique » ?

La décentralisation engagée en 1984 a eu des effets positifs en termes d'investissement et développement local mais a créé des baronnies sources de clientélisme, dirigées par des hommes politiques (80% des cumuls de mandats). Les blocages idéologiques et guerres d'egos générés sont coûteux et contrarient souvent les grandes lignes de la politique de l'État. Nous l'avons vu sous Sarkozy par exemple où avec 24 régions sur 26, les socialistes ont embauché à tout va de nouveaux fonctionnaires pendant que le Président tentait de réduire...

Si le Président élu au suffrage universel direct est impuissant à faire appliquer, complètement et partout, les mesures de son programme à cause de contre-pouvoirs régionaux quasi autonomes qui ont un intérêt à ce que « ça ne fonctionne pas », cela nuit à une politique compacte, cohérente et nationale. Enfin, de quelle légitimité disposent des conseillers élus lors d'élections dont l'abstention dépasse les 65 % ?

Suppression des élections régionales & cantonales et des 6 094 conseillers (régionaux et généraux) qui coûtent 90 K€/an chacun (salaires, charges sociales, frais, retraites) **Économie 550 M€**

Suppression de l'échelon « Régions » et élargissement des prérogatives des « Départements ».

Les Présidents de ces départements seront nommés (modalités à l'étude) **et natifs de la Région.**

Cette proximité facilitera aussi les collaborations « communes/départements »

Les économies d'échelles et suppressions des doublons au niveau des postes administratifs notamment, permettront aux Départements d'être gérés comme des organismes administratifs suivant la ligne du programme impératif choisi par les Français. Entre les locaux, matériel et personnel, les économies d'échelles seront importantes. **Économie 2 Mds €**

Les ministères hors régaliens (Défense, Intérieur, Justice, Économie, Affaires étrangères) seront délocalisés et installés dans les Hôtels de Régions.

Le Conseil Économique, Sociale et Environnemental sera supprimé (45 M€/an)

#EJL06 - SYSTÈME INÉDIT DE PROPORTIONNELLE AUX LÉGISLATIVES

YouTube https://youtu.be/iIMpxa7_wvk

Même si on ne soutient pas le FN ou FI, on ne peut plus parler de démocratie quand les opinions de 35% des électeurs ne sont quasiment pas représentés. Afin de mettre en place la proportionnelle, tout en maintenant le lien indispensable et direct entre chaque député et sa circonscription, le système législatif sera modifié.

La taille de chaque circonscription sera augmentée et leur nombre total passera de 577 à 150.

Les 3 premiers de chaque élection à un seul tour seront Députés.

Il y aura donc 3 Députés pour chacune des 150 circonscriptions, soit 450 au lieu de 577

Chaque député arrivé 1^{er} aura « une double voix », ce qui fera un total de 600 voix pour 450 Députés

Au-delà des motivations purement politiciennes des 2 grands partis historiques, l'argument était souvent celui de la crainte d'avoir un pays ingouvernable avec trop de voix divergentes et d'être finalement gouvernés par les extrêmes. Ceci était vrai tant qu'il n'y avait que 2 gros blocs droite gauche, mais on constate qu'il y a maintenant 5 forces politiques quasiment équivalentes à l'intérieur desquelles il y a déjà des « mélanges » droite gauche (beaucoup d'électeurs du FN viennent du PC, par exemple) et ce système de proportionnelle serait parfaitement conciliable et gérable. **Tous les français se sentiraient enfin représentés dans l'Hémicycle ce qui redonnera la légitimité indispensable à la classe politique, à la démocratie et aussi, au Président élu.**

#EJL07 - DIMINUTIONS DU NOMBRE ET DU TRAITEMENT DES DÉPUTÉS

La suppression de 127 Députés découlant du changement de système et la baisse raisonnable de leurs traitements généreront des économies sans nuire à la démocratie. Il sera interdit d'embaucher un membre de sa famille (ascendant, descendant, épouse...) ni embauches familiales croisées avec un « collègue ».

Un Député coûte 7 K€ (salaire) + 6,5 K€ (frais divers) + 9,5 K€ (salaires collaborateurs) = 23 K€ par mois + charges sociales + retraite (régime spécial) et autres avantages = 520 K€ par an, soit 300 M€ pour 577 Députés

Proposition: 8 K€ + 4 K€ + 5 K€ (gérés et vérifiés par l'Assemblée Nationale)

= 17 K€, soit 385 K€ /an et 175 M€ pour 450 Députés

Économie 125 M€

#EJL07a - NON CUMUL DES MANDATS & SUPPRESSION DE L'EMPLOI GARANTIS AUX FONCTIONNAIRES QUI S'ENGAGENT EN POLITIQUE (détails à l'écriture)

#EJL08 - CONTRÔLE DE LA PRÉSENCE DES DÉPUTÉS

Il y a 577 députés et une présence moyenne de 110 à chaque session. Dans quel corps de métier peut-on être absent 80% du temps et toucher 100% de son salaire ? Les députés doivent aussi être présents dans leur circonscription, l'Assemblée Nationale ne siègera donc plus le lundi qui sera réservé à leurs actions locales. Dès lors, chaque absence sera déduite du salaire (loi existante mais jamais appliquée), comme pour n'importe quel salarié. Les Citoyens ne supportent plus les abus et passe-droits, les images de bancs vides participent à la défiance croissante envers les politiques. **Aucune Loi ne sera validée avec moins des 2/3 de présents.**

#EJL08a - SUPPRESSION DE LA PROTECTION RAPPROCHÉE DES EX PERSONNALITÉS POLITIQUES

En France, 760 fonctionnaires de police sont dédiés à des missions de protection rapprochée pour un coût global de 75 M€. Si 25 % des personnalités qui en bénéficient sont en fonction, il y a 75 % qui ne sont plus en poste... 500 fonctionnaires, sur les 760, seront redéployés vers des missions plus utiles pour le pays.

#EJL09 - SUPPRESSION DU SÉNAT

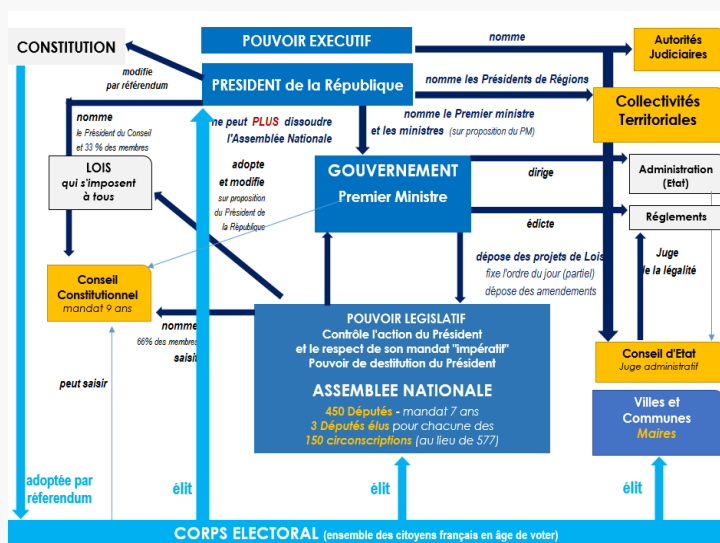
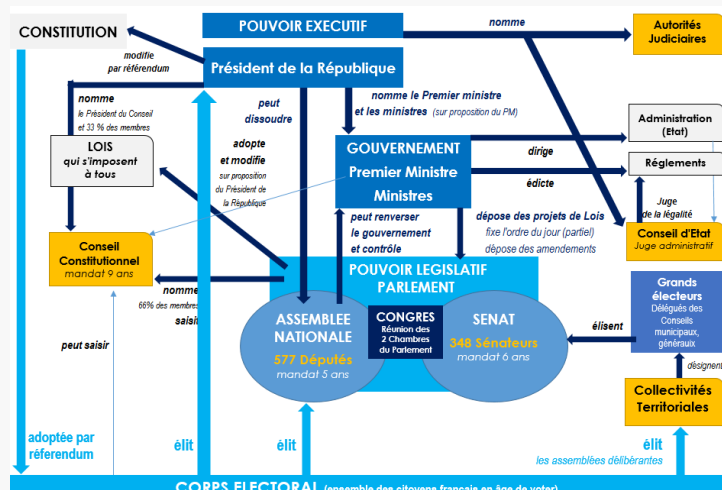
Le Sénat est indispensable dans la V^{ème} République puisqu'il a un rôle contre-pouvoir au moins « consultatif » d'une Assemblée Nationale à majorité présidentielle quasi automatique. Dans la République modernisée EJL et avec la mesure #/EJL06 des législatives, il deviendra inutile et un ralentisseur d'une action publique enfin légitime et pour une Démocratie plus simple et directe.

Économie 350 M€

SYNTHÈSE DES EFFETS DE CETTE V^{ème} RÉPUBLIQUE MODERNISÉE

V^{ème} RÉPUBLIQUE

Construite sur mesure pour le Général de GAULLE, elle n'est plus adaptée aux Hommes politiques contemporains. Les Français ne supportent plus le côté intouchable du Président, la non représentativité de l'Assemblée Nationale, le nombre délirant d'élus de tous niveaux dont ils se demandent l'utilité (notamment en Régions...) ou encore, la gabegie au sommet qui leur demande « *en même temps* » à eux, des efforts...



V^{ème} RÉPUBLIQUE modernisée

Le Programme : Les Français voteront pour celui qu'ils jugeront le meilleur avec la garantie qu'il sera appliqué par le candidat / équipe qui l'aura présenté. **Le Président** aura donc un pouvoir élargi, tant qu'il respectera l'engagement impératif (de moyens, pas de résultats), mais sous « contrôle ».

Les Députés verront leurs pouvoirs de contrôle et, nouveau, de destitution, élargis, alors que le Président ne pourra plus dissoudre l'AN.

Le Président sera élu sur son Programme et sur son engagement constitutionnel d'application.

Les Ministres qu'il nommera le seront sur leurs compétences reconnues et leurs expériences (terrain) de chaque domaine et en partie issus du secteur privé (en lien direct avec la société).

V^{ème} RÉPUBLIQUE

- 1/ Un Président qui fait des promesses de campagne car NON engageantes ni « contractuelles »
- 2/ Un Président quasi Monarque en roue libre pendant 5 ans...
- 3/ Une Assemblée Nationale qui n'est pas le reflet des opinions politiques des Citoyens...
- 4/ Alliances de circonstances pour faire barrage et des Citoyens votant plus CONTRE que POUR au 2^{ème} T. aux Législatives
- 5/ Le taux (pour 1000 hab.) d'élus le plus important du monde...
- 6/ Des élus ou des ministres qui ne sont, en majorité, plus respectés par des Citoyens qui ne les pensent pas légitimes et commencent à ouvrir les yeux et à comprendre qu'ils sont bâillonnés et manipulés dans une fausse démocratie...

V^{ème} RÉPUBLIQUE modernisée E.J.L. CITOYENS



- 1/ Un Président élu sur un programme et des engagements obligatoires et dont le mandat/contrat reste entre les mains de ses « commanditaires », les Citoyens - #EJL01 #EJL02
- 2/ Une Assemblée Nationale reflet du 1^{er} Tour de la Présidentielle (seul scrutin vraiment représentatif) et des élections législatives à un seul tour permettant de voter POUR - #EJL06
- 3/ Suppression du Sénat inutile avec une Assemblée représentative des Citoyens - #EJL09
- 4/ Suppression des élections régionales pour empêcher les baronnies souvent sources de clientélisme et corruption locaux et de politique politicienne contre productive pour une politique cohérente nationale - #EJL05

SIMULATION DE L'APPLICATION DU SYSTÈME EJL

Les résultats du 1^{er} tour de l'élection présidentielle reflètent au plus près les tendances et opinions des Français et dans l'idéal, les proportions et rapports de force à l'Assemblée Nationale devraient s'y retrouver plus ou moins s'y retrouver. Or, quand on fait une projection du nombre de députés en fonction des résultats du 1^{er} tour de 2017, les résultats sont complètement différents de la réalité. Avec le système législatif actuel, un parti qui pèse 24 % peut avoir plus de 60 % des députés alors que d'autres qui représentent 20 % n'en ont qu'1 à 7 %. Il en est de même pour les législatives où les résultats du 1^{er} tour, lors duquel les français s'expriment « pour », alors qu'au second tour c'est plutôt « contre » ou « pour le moins pire ». Là encore, le vote des français ne se retrouve pas dans le nombre de députés finalement élus.

RESULTATS des élections de 2017		PRESIDENTIELLES		LEGISLATIVES		
		1 ^{er} Tour	Projection mathématique en nbre députés	1 ^{er} tour % exprimés	Nbre Députés	% de Députés
Emmanuel MACRON	LREM + MODEM	24,01%	139	32,32%	348	60,31%
Marine LE PEN	FN + DVD	21,30%	123	14,37%	8	1,39%
François FILLON	LR + UDI + DVD	20,01%	115	18,80%	137	23,74%
Jean-Luc MELENCHON	FI + PC + PRG	19,58%	113	14,99%	41	7,11%
Benoit HAMON	PS + ECO	6,36%	37	13,32%	30	5,20%
Nicolas DUPONT-AIGNAN	DLF	4,70%	27	3,80%	1	0,17%
Autres		4,04%	23	2,40%	12	2,08%
		100,00%	577	100,00%	577	100,00%

SIMULATION de l'application du système #EJL06 sur les élections législatives de 2017		PRESIDENTIELLES		LEGISLATIVES 2017			
		1 ^{er} Tour	Projection mathématique en nbre députés	Nbre Députés	% de Députés	Nbre de Voix	% de Voix
Emmanuel MACRON	LREM + MODEM	24,01%	139	136	30,22%	211	35,15%
Marine LE PEN	FN + DVD	21,30%	123	68	15,11%	107	17,89%
François FILLON	LR + UDI + DVD	20,01%	115	117	26,00%	151	25,12%
Jean-Luc MELENCHON	FI + PC + PRG	19,58%	113	72	16,00%	74	12,30%
Benoit HAMON	PS + ECO	6,36%	37	51	11,33%	53	8,91%
Nicolas DUPONT-AIGNAN	DLF	4,70%	27	4	0,89%	3	0,42%
Autres		4,04%	23	2	0,44%	1	0,21%
		100,00%	577	450	100,00%	600	100,00%

Avec le nouveau système législatif EJL, **les forces du 1^{er} tour des présidentielles se retrouveraient quasiment dans l'Hémicycle en termes de Députés élus**. Ces forces équilibrées et représentatives, rendraient impossible au Président de faire passer, grâce à son écrasante majorité, des textes de Lois (hors programme) qui rendent quasiment inutile le rôle des Députés dans la V^{ème} République. Les députés auront 2 véritables missions : Veiller à l'application du Programme et faire entendre les voix de tous les électeurs pour toutes les Lois « hors programme » durant le septennat.